



## **Coronavirus: Une crise sanitaire grave, un révélateur de l'état du monde**

La pandémie de Coronavirus ainsi qualifiée par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a pour conséquence dans le monde le développement d'une crise sanitaire, économique et sociale d'ampleur. L'épidémie partie de Chine dans la région industrielle de Wuhan a conduit rapidement les autorités chinoises à prendre des mesures sanitaires très strictes de restriction de la circulation et d'arrêt d'une partie des activités économiques. Cette politique semble aujourd'hui porter ses fruits si l'on en juge par le reflux, sur le territoire chinois de la propagation du virus avec comme conséquence la reprise progressive des activités économiques et sociales.

Aujourd'hui, l'extension de la maladie atteint plus de 120 pays et de manière claire ceux de l'Union Européenne. L'Italie, la France et l'Espagne en constituent un des principaux centres de la pandémie. Face à la montée de la crise sanitaire, la plupart des pays prennent tour à tour des mesures de restrictions de circulation y compris inter-frontalières, de fermetures d'établissements scolaires et universitaires, d'interdictions des rassemblements de toutes natures et tentent d'adapter leur système de santé aux exigences accrues de soins, en particulier intensifs, qu'imposent l'augmentation du nombre de malades.

Ici déjà, un premier constat s'impose : l'état du système de santé qu'il aille de la médecine de ville aux hôpitaux, est déterminant quant à la capacité de détecter et de soigner l'afflux des malades et donc de diminuer le taux de mortalité chez les personnes atteintes du virus, de même, l'état de santé global de la population est décisif pour la résistance à l'infection. Dans les pays où ce système est fortement dégradé pour des raisons diverses la population en subit directement les conséquences tragiques et les activités économiques sont très fortement impactées ajoutant ainsi à la crise sanitaire une crise sociale et économique.

En France, les attaques permanentes depuis des décennies contre le système de santé public et la protection sociale, la loi santé mise en place par Macron les ont fortement dégradé. L'épidémie arrive à un moment où, en particulier, le secteur hospitalier est au bord de la rupture ce qui s'est traduit depuis plus d'un an par des grèves dans les hôpitaux. Le dévouement des personnels médicaux et para-médicaux glorifié aujourd'hui par le chef de l'État, pas plus que ses "belles phrases" sur le service public et la sécurité sociale ne sauraient suffire à résister au choc violent qui est en cours. Ce dont a besoin le service public de santé ce ne sont pas de belles paroles mais de moyens matériels et humains à la hauteur des besoins de la Nation. Pour cela il faut en finir avec les attaques incessantes qui visent à liquider le socle de la protection sociale, au profit des exigences du capital, et répondre aux revendications des personnels de santé.

La crise sanitaire qui impose évidemment des mesures de protection de la population est un révélateur de la

nature du développement capitaliste et de sa stratégie de délocalisation des chaînes de production et de valeurs pour accroître les profits des multinationales et se placer dans la guerre à l'échelle internationale pour la conquête des marchés. Que l'économie de la Chine ralentisse et ce sont des pans entiers de la production qui se bloquent dans le monde. Jamais l'interdépendance des zones de production n'a été aussi grande dans le monde. L'effondrement des prix du pétrole, les incertitudes sur le développement de la pandémie ont entraîné une chute spectaculaire de près de 30% des grandes places boursières, la récession qui se profilait déjà dans de nombreux pays est devenue une réalité en un temps record. Pourquoi cette réaction est-elle si violente? Il est facile de l'attribuer à un événement extérieur au système capitaliste: le coronavirus! mais cela ne suffit pas. Certes, les effets immédiats d'une telle crise sanitaire sont compréhensibles et touchent, dans l'immédiat, des activités économiques et des salariés qu'il convient collectivement de protéger, mais fondamentalement, c'est le système capitaliste qui est en cause.

Depuis la crise dite des "subprimes" de 2008 qui a vu l'injection massive de liquidités de la part des États dans les circuits spéculatifs, les facteurs d'une nouvelle crise s'accumulent.

A la suite de la crise de 2008 les établissements bancaires ont été mieux encadrés, leurs fonds propres et les règles prudentielles renforcés mais cela apparaît bien insuffisant au regard des risques systémiques. La tendance à l'hypertrophie du système bancaire a continué d'être à l'œuvre. Ainsi, en France trois acteurs majeurs BNP Paribas, Société Générale et le Crédit Agricole de par leur taille et la nature complexe de leurs activités peuvent entraîner une crise majeure. BNP Paribas a un bilan équivalent au PIB de la France, institution privée, elle participe à l'élévation du risque en investissant vers les taux de rendements financiers les plus élevés par nature spéculatifs.

Les dettes publiques et privées n'ont pas cessé d'augmenter, c'est vrai pour la France dont la dette est quasiment égale à son PIB, mais c'est vrai aussi à l'échelle internationale où la dette publique s'envole. Les économies ne sont pas pour autant dopées par cette dette. Elle sert bien plus à la spéculation sous forme de titres qu'à la relance de productions utiles. Ainsi plusieurs dizaines de milliards de Dollars de dette sont-ils titrisés et participent à la spéculation à l'échelle mondiale. C'est énormément plus qu'en 2008 où les titres mis en cause dans la crise des subprimes représentaient 1.300 milliards de Dollars. Selon le Cabinet Mc Kinsey, les dettes publiques et privées cumulées atteignent avec 169.000 milliards de Dollars 225 % du PIB mondial. Le capitalisme mondial fonctionne à crédit et depuis 2008, il a augmenté ce crédit de 72.000 milliards de Dollars

Le « *Shadow Banking* », la finance de l'ombre, est en progression, elle représente une face cachée de la spéculation hors du contrôle des institutions financières. Elle sert à contourner les menus règles censées encadrer les activités bancaires. Ces activités de *Shadow Banking* représentent 99.000 milliards de Dollars contre 20.000 milliards en 2002.

Les politiques de privatisation et de dérégulation s'accroissent dans le Monde en même temps que les politiques d'austérité qui limitent le potentiel de la consommation et poussent toujours plus à des activités spéculatives. Les taux historiquement bas s'ils ont relancé les crédits aux entreprises facilitent surtout les placements risqués qui virent à la formation de nouvelles bulles spéculatives.

Les mesures prises aujourd'hui par les grandes institutions financières et tout particulièrement la Banque Centrale Européenne de maintien des taux bas et d'injection limitée de crédits en soutien aux entreprises n'ont pas convaincu les marchés. Ils sont en attente de mesures vigoureuses au plan financier pour reprendre la spéculation et à des mesures structurelles de la part des États, leur permettant encore d'abaisser le prix de la force de travail pour réorganiser massivement à l'échelle mondiale une répartition de leurs chaînes de production et de valeurs plus rapidement adaptables en fonction des crises locales et internationales. C'est le but des réformes en cours en France, en Europe et dans la plupart des grandes zones de production.

Dans ce contexte, les déclarations du Président de la République sur la nécessité d'adapter le capitalisme et sur le rôle de l'État: « *interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour* » ajoutant à propos des services publics: « *biens et services qui doivent être placés en dehors des lois du marché* ». « *Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie, au fond, à d'autres est une folie* » et promettant:« *des décisions de rupture dans ce sens* » sont en réalité autant de pistes pour garantir aux monopoles français les moyens de leur place dans une concurrence acharnée au sein de l'impérialisme dans des conditions où les "*incidents de parcours*" seront de plus en plus nombreux.

Dans le bain d'Union Nationale que déverse Macron sur la lutte contre le virus, les partis politiques de droite et de gauche et en particulier EELV, le PCF et la France Insoumise donnent de la voix. Mélenchon retient de la déclaration présidentielle un changement de cap politique: « *Voir le président de la République changer de chasuble, c'est le signal de la déroute totale de tout ce qu'il incarne. Un modèle de monde est mort, c'est le système libéral.* ». Le secrétaire général du PCF Fabien Roussel d'ajouter: « *Le capitalisme, tellement fragile, a attrapé le coronavirus. Toutes les places mondiales boursières plongent. Ce système de l'argent fou est à bout. Il est urgent qu'un autre temps s'ouvre, celui de l'humain et de la planète d'abord* ».

Entretenir de telles illusions, faire croire que le capitalisme est mort ou en train de mourir, que le changement est là, développer de telles inepties, c'est porter mauvais un coup au mouvement social, aux luttes. Coronavirus ou non, la lutte des classes est incontournable pour abattre le système capitaliste d'exploitation des Hommes et de la nature, qui génère tant de souffrances et se montre, de par sa logique même, le plus grand prédateur dont l'Humanité doit se débarrasser.